

La transition démocratique bloquée et la nécessité historique de la lutte démocratique unitaire.

Attarik: 20 mai et 3 juin 1995

Traduit de l'arabe par nos soins

1. Bilan du processus électoral ou la démocratie... qui marche sur la tête

Il est désormais de notoriété publique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, que toutes les « expériences électorales » qu'a connues notre pays depuis l'indépendance sont des expériences contestables, compte tenu des fraudes et des interventions directes de l'appareil exécutif. Cette intervention s'effectue par différents moyens et procédés, allant de la propagande manifeste en faveur du candidat de l'administration à l'intimidation et aux pressions, en passant notamment par le détournement des urnes et la manipulation de leur contenu, le recours à la corruption, ainsi que le consentement, voire l'encouragement, depuis l'achat des voix des électeurs jusqu'à l'annonce officielle de résultats différents de ceux issus du dépouillement local, etc.

Au fil des années et des décennies, les « expériences électorales » ont reproduit les mêmes pratiques, tandis que les moyens, les méthodes et les interventions de l'appareil exécutif sont devenus plus habiles, plus subtils et plus expérimentés. À tel point que, pour ce dernier, la meilleure intervention est celle qui repose essentiellement sur des méthodes indirectes permettant de contrôler le jeu électoral en coulisses, tout en donnant l'impression d'en respecter les règles. Ceci, grâce à une répartition des rôles entre plusieurs acteurs qui lui sont liés. Ainsi, l'appareil exécutif cherche désormais à déterminer à l'avance les résultats souhaités des élections, à tester différents scénarios permettant de les obtenir au moyen de procédés modernes et s'appuyant principalement sur des méthodes indirectes pour parvenir à ces résultats. Quant aux moyens coercitifs directs — auxquels il n'a jamais renoncé et qui restent prêts à être utilisés à tout moment —, ils sont employés lorsque le scénario établi rencontre un obstacle ou qu'un élément risque d'empêcher sa mise en œuvre.

La détermination préalable des résultats souhaités obéit, selon la logique de l'appareil exécutif, aux critères suivants :

- **D'une part**, récompenser les partis politiques favorables au pouvoir en fonction de leur degré de loyauté et de l'importance du rôle qui leur sera attribué au sein de la majorité parlementaire fabriquée et garantie à l'avance.
- **D'autre part**, fabriquer une image des résultats électoraux, susceptible d'être « exportée » de manière à éviter une fraude trop grossière, tout en imitant les apparences et les formes de la démocratie occidentale : pluralisme, classification gauche-droite, débats et discussions télévisés, etc. L'objectif est d'embellir l'image de la démocratie formelle et d'envoyer des signes de sa crédibilité, mettant en avant le pluralisme ainsi que la diversité des courants et des acteurs participants au jeu électoral.

Tout cela dans un cadre constitutionnel soigneusement verrouillé à l'avance, une loi électorale conçue selon les souhaits de l'appareil exécutif, et un rôle officiel confié à ce dernier dans la supervision et le déroulement des élections. Cet ensemble permet d'éviter toute « mauvaise surprise » et de fermer la voie à un véritable changement démocratique.

En effet, outre le fait que les résultats des élections et la composition de la majorité sont garantis et contrôlés, les prérogatives et les pouvoirs du Parlement lui-même demeurent limités et

constitutionnellement encadrés. Cela fait de l'Assemblée nationale une simple chambre chargée d'enregistrer les décisions du gouvernement, rien de plus... Quant aux fondements de la démocratie universellement reconnus sur les plans humain et civilisationnel — souveraineté du peuple, séparation des pouvoirs, pleine jouissance des droits de citoyenneté, État de droit et de justice, élections libres et honnêtes —, ils sont relégués au second plan et exclus de la « marge démocratique » admise.

La composition de la majorité parlementaire sur commande

Ainsi, l'examen de la manière dont le Parlement actuel a été « élu », ainsi que l'analyse de ses mécanismes, montrent jusqu'où cette méthode a poussé l'art de la « fraude scientifique », organisée méthodiquement, aussi bien lors de l'élection des deux tiers, le 25 juin 1993, que lors de la désignation du tiers restant, le 17 septembre de la même année.

Dans les deux cas, la corruption et les pratiques de corruption se sont généralisées au point d'étouffer la démocratie. Tous les moyens de fraude et de falsification ont été utilisés, tantôt au profit des partis favorables au pouvoir, tantôt au profit de certains candidats de l'opposition parlementaire politiquement souhaités au sein du Parlement. Ces faits sont connus de tous et méritent d'être révélés. Nous ne pouvons pas apprécier la fraude et la falsification selon deux poids et deux mesures, en fonction de l'identité politique ou idéologique de ceux qui en bénéficient. La logique et l'engagement démocratique condamnent ces pratiques dans tous les cas. De même, la fraude prive incontestablement de toute crédibilité toute expérience électorale qui y recourt, quels qu'en soient les résultats (même lorsqu'ils sont favorables au mouvement progressiste).

Nous affirmons que la manière dont le Parlement actuel a été constitué témoigne d'un degré particulièrement élevé de falsification et que la répartition des équilibres en son sein a été conçue de telle sorte qu'aucun groupe ne puisse, à lui seul, constituer une majorité. Cette configuration permet de composer et de remodeler la majorité parlementaire en fonction de la nature et de la couleur du gouvernement envisagé et formé. Ainsi, dans notre pays, la démocratie « marche donc sur la tête » : c'est elle qui, « à la carte », façonne sa propre majorité au sein du Parlement...

Ainsi, l'élection du nouveau Parlement n'a pas empêché le gouvernement précédent de rester au pouvoir pendant plusieurs mois. Celui-ci a notamment fait adopter une loi de finances ainsi que des programmes sociaux et économiques à moyen terme, que le nouveau Parlement a approuvés « automatiquement »... Et même lorsqu'un nouveau gouvernement fut nommé sous la présidence de Karim Lamrani, seize ministres de l'ancien gouvernement ont conservé leurs fonctions, indépendamment des résultats des élections parlementaires...

À l'époque, on présentait le gouvernement Lamrani comme n'ayant qu'un rôle transitoire, dans l'attente de la formation d'un gouvernement d'union nationale auquel participeraient tous les partis politiques représentés au Parlement.

Lorsque les négociations secrètes sur cette question échouèrent, Karim Lamrani fut démis de ses fonctions de Premier ministre, sans raison politique apparente, et remplacé par Abdellatif Filali, en juin 1994, à la tête du même gouvernement, alors qualifié de « gouvernement de technocrates ».

Le gouvernement Filali fut lui aussi considéré comme transitoire, dans l'attente de la réalisation de « l'alternance ». Mais il ne s'agissait pas d'une alternance issue des urnes et de la volonté des électeurs, comme le veut la pratique démocratique. Il s'agissait plutôt de cette étrange et surprenante « alternance », décidée volontairement et à l'avance, dont la majorité parlementaire serait ensuite composée et fabriquée au sein de ce Parlement docile et obéissant, capable de s'adapter à tout ce que l'appareil exécutif veut et souhaite.... L'essentiel était de décider l'alternance d'en haut, puis d'impliquer l'opposition parlementaire en la faisant entrer au gouvernement, tout en lui assurant le soutien du Parlement pendant deux ou trois ans... En l'encourageant et en la poussant à constituer sa propre majorité au Parlement en s'alliant avec des partis de droite, eux-mêmes incités ou sommés de jouer le jeu et d'y participer. Il ne s'agissait donc pas, ici, d'une alliance ou d'un accord fondé sur un programme déterminé, mais d'un compromis imposé d'en haut et dépourvu de principes, qui rassemble des contradictions et fait ainsi de l'opposition la majorité... (Peut-on vraiment considérer cela comme conforme aux principes fondamentaux, aux traditions et aux usages démocratiques ?).

Pourquoi l'alternance a échoué ?

Après des mois de paralysie politique, de tergiversations et de négociations sans fin, l'alternance a échoué. Cet échec fut annoncé le 11 janvier 1995, date qui rappelle le Manifeste de l'Indépendance. Puis, les choses revinrent à leur point de départ...

Les médias se sont largement focalisés sur l'idée que la raison de l'échec résidait dans le désaccord concernant le maintien ou non du ministre de l'Intérieur et de l'Information à son poste, en raison de la prédominance de son ministère ainsi que des larges pouvoirs et prérogatives qui lui étaient attribués, au point d'en faire un véritable gouvernement à l'intérieur du gouvernement... L'opposition parlementaire considérait ainsi que le maintien de cette domination constituait un obstacle à l'alternance consensuelle en question et la vidait de tout contenu, tandis que le communiqué officiel publié le 11 janvier considérait que le départ du ministre constituait une « atteinte grave aux institutions sacrées ».

Alors que les médias nationaux et internationaux se sont focalisés sur ce sujet et lui ont accordé une place prépondérante, ce qui, dans les faits, vide l'« alternance consensuelle » de toute substance et l'empêche de déboucher sur une véritable alternative, cet échec ramène en réalité aux fondements objectifs sur lesquels elle avait été construite.

- **D'un côté**, la classe dirigeante voulait réaliser l'alternance dans le cadre du même système constitutionnel et politique, qui ne concédait absolument rien en faveur de la démocratie. Elle voulait surtout atteindre un seul objectif : **compromettre l'opposition parlementaire** en l'impliquant dans la mise en œuvre de sa politique fondamentalement impopulaire, selon les règles rigides et réglementées qui ont été fixées par le pouvoir et dont il était difficile d'en sortir. Il s'agissait également de l'associer à la gestion d'une crise économique et sociale dont aucune issue ne pouvait être envisageable dans ce cadre.

- **D'un autre côté**, l'opposition parlementaire s'est engagée dans un bras de fer autour de « l'alternance consensuelle », comme elle avait auparavant accepté de participer aux élections, en mettant de côté ses revendications constitutionnelles fondamentales, qui constituent pourtant la pierre angulaire de toute réforme politique sérieuse. Elle avait également renoncé à ses exigences démocratiques, alors qu'elle n'aurait même pas dû renoncer au strict minimum, puisque ces élections s'étaient déroulées dans les conditions imposées intégralement par la classe dirigeante : le cadre constitutionnel, la loi électorale taillée sur mesure, la supervision directe et exclusive des élections par le ministère de l'Intérieur, ainsi que fraude et adaptation des résultats au gré de l'appareil exécutif. Dès lors, l'opposition parlementaire s'est elle-même retrouvée dans une impasse, particulièrement face au refus de la classe dirigeante de toute réforme démocratique dans un avenir prévisible, y compris sous le futur gouvernement d'alternance attendu. Entrer au gouvernement dans de telles conditions constituait une véritable opération suicidaire, même du strict point de vue de l'intérêt personnel. Il s'agissait d'une opération perdante et inutile, surtout compte tenu de l'ampleur des dossiers économiques et sociaux qu'il convient de traiter en l'absence de cadre sérieux et de moyens pour y parvenir.

C'est peut-être le sentiment de la gravité de cette impasse — qu'il soit spontané et intuitif ou qu'il découle d'une démarche et d'une analyse — qui a poussé de larges fractions des militants nationalistes et progressistes au sein de cette opposition à exprimer leurs réserves et leur opposition à une participation au gouvernement. Cela s'est notamment manifesté lors des débats houleux au sein des conseils nationaux et des instances dirigeantes des partis composant cette opposition.

Dans le même temps, le mirage d'une participation au gouvernement a ravivé les aspirations ardentes et la nostalgie diffuse du pouvoir chez une élite politique qui constituait, objectivement, matériellement et moralement, un prolongement de la politique de la classe dirigeante au sein même de l'opposition parlementaire, ainsi que chez tous ceux qui font de l'action politique un moyen de satisfaire leurs instincts d'arrivisme... Nombreux furent ceux qui, dès l'annonce de « l'alternance », se mirent à « saliver » et se préparèrent à abandonner doctrine et principes, à accepter le compromis tel quel et à saisir l'occasion avant qu'elle ne leur échappe, en échange de fauteuils ministériels pendant deux ou trois ans, durant lesquels Dieu leur prodiguerait Ses bienfaits et où chacun pourrait satisfaire ses besoins...

Fort heureusement, ces derniers durent faire machine arrière. « L'alternance consensuelle » échoua et il ne resta plus aux nationalistes et aux progressistes qu'à unir tous leurs efforts, avec fermeté,

détermination et sérieux, afin de défendre les revendications démocratiques, constitutionnelles et politiques, qui seules permettent réellement d'ouvrir la voie au changement démocratique souhaité. À défaut, il ne s'agirait que d'une manipulation des principes et d'une dérive vers l'opportunisme et l'arrivisme.

Si la question du désaccord autour du ministre de l'Intérieur et de l'Information est celle qui a été mise en avant dans les médias pour expliquer l'échec de l'alternance, c'est surtout l'intransigeance de la classe dirigeante et sa volonté de mettre totalement au pas l'opposition parlementaire, afin qu'elle accepte et intègre le cadre et les conditions préétablis qui la contraindraient à appliquer intégralement la politique officielle, qui a fait échouer cette alternance. À cela s'ajoute l'impasse générale dans laquelle l'opposition parlementaire elle-même s'est retrouvée, privée de ses revendications et de ses conditions minimales au sein d'une expérience électorale frauduleuse ; et enfin, les contradictions internes qui ont traversé les partis de l'opposition parlementaire au sujet de l'opportunité d'une participation au gouvernement et des conditions de cette participation.

C'est l'ensemble de ces facteurs qui nous rapproche de la réalité des causes de l'échec de l'alternance, indépendamment de ce qui est apparent ou caché, de ce qui est dit ou passé sous silence...

Revenons au Parlement, au gouvernement et à leurs relations.

À la suite de l'échec de l'alternance, le gouvernement Filali continua à gérer les affaires du pays et la période de transition se prolongea, malgré l'absence de toute représentation parlementaire au gouvernement. Avec l'ouverture de la nouvelle session parlementaire, en octobre 1994, ce gouvernement était devenu, du point de vue strictement politique et selon la logique démocratique, dépourvu de légitimité. Il n'en continua pas moins à exercer ses fonctions et à mettre en œuvre ses projets, notamment la nouvelle loi de finances ainsi que divers projets économiques et sociaux que le Parlement approuva malgré tout, comme s'il n'était qu'une simple chambre chargée d'enregistrer les décisions du gouvernement, quelle que soit leur couleur.

Après une nouvelle période de vide politique, le gouvernement tout entier fut limogé. Mais son Premier ministre resta en fonction — et quel esprit démocratique peut accepter cela ? — afin de former un nouveau gouvernement, en tenant compte de la représentation des partis de droite au Parlement, sans pour autant abandonner les technocrates. De plus, puisque M. Filali n'appartenait à aucun parti politique, rien ne l'obligeait, au regard des dispositions de la Constitution en vigueur, à choisir les membres du gouvernement au sein de la majorité parlementaire.

Ainsi, le choix par peuple de ses représentants et l'émergence d'une majorité parlementaire issue des urnes — à supposer que l'on admette la régularité du processus électoral — ne constituent pas les éléments déterminants dans la formation du gouvernement, lequel était pourtant censé refléter la volonté des citoyens électeurs. Le gouvernement annoncé le 27 février dernier apparut donc comme une formule hybride qui reflète et illustre parfaitement la mascarade démocratique, tout en résumant et en concentrant les différents épisodes précédents de ce feuilleton.

Si le gouvernement comprenait des ministres appartenant à des partis de droite représentés au Parlement, il comptait également un certain nombre de ministres « sans appartenance partisane », parmi lesquels figuraient des personnalités éminentes du pouvoir — notamment le ministre de l'Intérieur et le Premier ministre lui-même — leur permettant ainsi de contrôler les ministères et les postes essentiels. Quant à la nomination de Mohamed Ziane, connu pour ses positions et ses actions hostiles à l'égard des détenus politiques, de la liberté d'expression et, plus généralement, des droits de l'homme, à la tête du ministère chargé précisément de ces droits, elle a suscité, dans l'opinion publique nationale et internationale, des réactions dont le sens était clair : les droits de l'homme ont atteint leur destination finale dans notre pays et leur guichet officiel a fermé.

Il n'y a aucun espoir de voir cette situation progresser et atteindre un niveau universellement reconnu, ni de résoudre les douloureux dossiers en suspens, au premier rang desquels figure celui des militants politiques enlevés et celui des militants détenus qui croupissent encore en prison...

Il convient également de souligner que le nouveau gouvernement ne disposait pas d'une majorité au Parlement, compte tenu de sa composition politique (136 sièges seulement). Mais la confiance du Parlement lui était garantie à l'avance, tout comme l'adoption de ses projets de loi et leur approbation à

la majorité...Le Parlement semblait lui dire : « Fournis simplement le linceul, et je m'occuperai de l'enterrement. »

S'agit-il d'une démocratie d'un genre étrange et singulier, ou simplement des résultats correspondant à un jeu purement formel, encadré par une Constitution approuvée par plus de 99 % des voix ... (C'est un résultat qui se passe de tout commentaire et qui s'inscrit dans la logique d'élections fabriquées et contrôlées, permettant de perpétuer ce jeu indéfiniment, même au-delà des limites du raisonnable, de la bienséance et de la décence.)

Tournée du Premier ministre devant le Parlement

Après la formation de son nouveau gouvernement, M. Filali entreprit ce qu'il appelle la « tournée » devant le Parlement, afin d'y présenter sa politique et son programme en vue de leur approbation. Le public put constater, en le suivant à la télévision, à quel point cette tournée se caractérisait par la faiblesse et l'insuffisance, dans la forme comme dans le fond, une répétition et un ressassement des mêmes propositions et des mêmes déclarations routinières et habituelles, sans la moindre innovation ni remise en question, au point de susciter l'ennui et l'indifférence jusque chez les parlementaires favorables au gouvernement. M. Filali ne parvint même pas, auprès de ces derniers, à provoquer l'enthousiasme ni les habituelles manifestations « spontanées » de soutien qui accompagnent généralement ce genre de circonstances.

Quant au contenu, ce n'était qu'une confirmation des mêmes choix erronés qui tournent le dos à la au développement réel du pays et qui ont conduit à la grave crise économique et sociale actuelle. La conjugaison et la concomitance des effets de ces choix avec les séquelles de la sécheresse qu'a connue le pays et l'effondrement des recettes du tourisme et des exportations ne peuvent qu'aggraver et exacerber la crise, au point de laisser le pays aux portes de l'explosion... Mais M. Filali n'en continua pas moins à réaffirmer la même politique impopulaire sans la moindre correction ni modification.

Il commença par mettre en avant les avantages et les vertus de l'« ajustement structurel » imposé à notre pays par le Fonds monétaire international depuis plus de dix ans ; un ajustement structurel qui eut pour conséquences, notamment la destruction de nos capacités économiques nationales et les problèmes sociaux qui en résultent. Selon le Premier ministre, le côté positif de cette politique résiderait dans sa capacité à attirer les investissements étrangers. Or ces investissements sont restés, comme chacun le sait, dérisoires, en l'absence de garanties juridiques réelles et d'institutions stables, dignes de confiance et crédibles — en un mot : en l'absence d'un État de droit—. De surcroît, les maigres investissements étrangers qui ont effectivement été réalisés ont profité, pour l'essentiel, à la privatisation en cours. Ils ne contribuaient ni à la création de nouvelles activités productives ni à l'atténuation de la grave crise du chômage, d'autant que la privatisation s'accompagne elle-même de vagues de licenciements collectifs qui contribuent dangereusement au déchirement du tissu social et à l'aggravation de la crise de l'emploi.

Quant aux grands problèmes dont souffre le pays, M. Filali les a toutes soulevées d'une manière qui ne fait l'objet d'aucune contestation. Il s'est contenté de les évoquer, sans proposer la moindre solution ni prendre le moindre engagement à leur sujet. S'agissant notamment de la question de la répartition des richesses et de l'aiguïssement de la fracture sociale dans notre pays, il a reconnu que *« le développement au Maroc a engendré un phénomène social négatif qui prend désormais des proportions considérables, incompatibles avec les principes de construction d'une société équilibrée et solidaire. Il s'agit du phénomène des disparités sociales, devenu manifeste et qui ne cesse de s'élargir de jour en jour... »*.

Voilà une réalité indiscutable que le mouvement progressiste n'a cessé de dénoncer comme étant lourde de dangers. Il est donc assurément positif que le Premier ministre la reconnaisse, réfutant au passage le fameux discours officiel appelant à *« enrichir les riches sans appauvrir les pauvres... »*. Car l'enrichissement des riches, qui se poursuit à grande échelle depuis des décennies, se fait en réalité et dans non seulement aux dépens des pauvres et des démunis mais aussi par l'appauvrissement et la marginalisation de larges catégories de notre peuple, y compris des franges des classes moyennes, et aux dépens des intérêts de la nation et du peuple tout entier.

Mais M. le Premier ministre ne nous a pas expliqué si ces disparités sociales flagrantes relevaient d'une sorte de fatalité inévitable, ou si elles étaient tout simplement le résultat objectif des choix dominants depuis l'indépendance inachevée ; choix dont les effets ont été encore aggravés par le funeste « ajustement structurel » qui nous est imposé de l'Étranger, servant leurs intérêts ainsi que ceux d'un groupe très restreint de nouveaux riches qui ne cessent de s'éloigner et de se détacher de la nation et qui

approfondissent les disparités sociales. Si cet « ajustement structurel » repose sur des considérations économiques étroites et des normes visant la rentabilité capitaliste, selon une doctrine érigeant le profit — et non l'humain — en objectif suprême, tous les pays qui ont souscrit à cet ajustement ont traversé une pauvreté absolue côtoyant et jouxtant une richesse et une opulence absolues ...

Quant au problème du chômage, M. le Premier ministre nous a gratifiés d'une « primeur journalistique » lorsqu'il a déclaré que le problème du chômage dans notre pays était un problème complexe, et même très complexe, dont les causes, les manifestations et les modes de traitement différaient, notamment si l'on considérait qu'il existait « un chômage structurel et un autre conjoncturel... ». Et bien qu'il ait insisté sur le fait que les méthodes traditionnelles et routinières n'étaient plus efficaces pour traiter ce problème, M. le Premier ministre ne nous a pas révélé les solutions que son gouvernement avait envisagées ou conçues dans ce domaine.

Sa déclaration de politique générale s'est ainsi réduite à un simple constat : l'aveu et l'enregistrement du problème, sans lui apporter le moindre remède ni la moindre réponse, comme le font habituellement les programmes gouvernementaux.

Sur ce même modèle, il fut question des causes profondes de la crise économique et sociale sans donner les raisons de l'enlisement dans lequel se débat le système éducatif, ni de la manière de le sauver de la faillite définitive. Il ne fut pas davantage question des moyens de lutter contre le phénomène de la corruption et du favoritisme — qui s'est répandu au grand jour dans la société et est devenu une composante indissociable du fonctionnement de l'administration et de la justice —, ni des mesures concrètes programmées pour traiter l'ensemble de ces questions par un gouvernement responsable.

En bref, aucun nouveau projet de réforme ne se dessinait à l'horizon, et le Premier ministre n'a pas profité de sa « tournée » devant le Parlement pour présenter un programme gouvernemental concret et responsable. Il s'est contenté de passer en revue les grands problèmes et à reconnaître ouvertement leur gravité.

En vérité, rien ne pouvait empêcher le Premier ministre de présenter un programme gouvernemental et de s'engager à le mettre en œuvre, si ce n'est la logique démocratique saine, dès lors que le vote d'approbation est garanti d'avance au sein du Parlement bien que le gouvernement n'y dispose pas de majorité; et tant que ce parlement vicié est capable de changer de couleur et de forme à tout moment : il est susceptible d'être remodelé et recomposé au gré de l'exécutif, il a la capacité de constituer la majorité parlementaire, de la dissoudre et de la recomposer à sa guise. (Quel genre de logique démocratique est-ce donc là... ?)

C'est dans ce contexte qu'est intervenue la déclaration de M. Ossman, dirigeant du « Rassemblement national des indépendants », qui a affirmé avoir reçu des instructions pour soutenir le nouveau gouvernement, bien que son parti n'y soit pas représenté... Et cela alors que, quelques mois auparavant, son groupe parlementaire devait s'allier aux groupes de l'opposition parlementaire afin de constituer une majorité parlementaire soutenant le gouvernement de l'alternance! Ainsi, le groupe des « indépendants » ne jouit d'aucune liberté quant à la définition de son identité et de son affiliation politique. Il se livre plutôt à un « exercice d'équilibrisme politique », penchant tantôt à gauche, tantôt à droite, assumant parfois la responsabilité de gouverner et se voyant, à d'autres moments, officiellement et publiquement investie d'un rôle d'« opposition ». Cela dépend du bon vouloir de l'appareil exécutif qui instrumentalise ce parti — et d'autres — au sein d'un « parlement malléable », susceptible d'être remodelé et reconfiguré à tout moment... Dès lors, quelle crédibilité accorder au pluralisme dans une telle situation ? que sont devenus les principes fondateurs des partis ?

En l'absence de principes, des critères et des usages démocratiques — et même en l'absence de toute décence —, Il n'est guère étonnant, que le programme de M. Filali ait obtenu une confortable majorité de 186 voix contre 108. Une majorité à la fois programmée et soigneusement calibrée, de manière à servir l'image du Maroc destinée à l'extérieur et à donner l'apparence du respect des formes et des règles du jeu : le vote, la majorité et la minorité, le pluralisme, le gouvernement et l'opposition... une démarche visant à conférer de la crédibilité à une démocratie factice et vide de substance.

La nouvelle conjoncture politique et la responsabilité du mouvement progressiste.

En définitive, ce qui nous importe ici n'est pas d'entrer dans le détail de ce qui figurait ou pas dans la déclaration de M. Filali devant le Parlement, mais de démontrer que le nouveau gouvernement a été

formé pour assurer la continuité de la même politique impopulaire, cette politique qui, depuis le départ du colonialisme direct, s'appuie sur les fondements du néocolonialisme et alimente une crise économique et sociale qui ne cesse de s'aggraver et de s'approfondir.

Après des mois de paris politiques stériles autour du gouvernement de coalition, puis du gouvernement de technocrates, puis du gouvernement de l'alternance, et enfin de ce gouvernement issu du bricolage politico-technocratique, nous sommes revenus au point de départ.

Le communiqué du 11 janvier 1995, tant par son contenu que par sa forme, ses indications et ses sous-entendus, est venu montrer clairement que la réforme démocratique ne figurait pas à l'ordre du jour de la classe dirigeante et que celle-ci ne l'accepterait pas de son propre gré, en l'absence d'une mobilisation populaire organisée pour la revendiquer et l'imposer. Bien au contraire, cette classe continue de se dresser comme un barrage infranchissable et massif devant la transformation démocratique réclamée par le pays.

Cela étant, après avoir fait l'expérience de toutes ces étapes et constaté les résultats de l'entente, de la fusion, du compromis, de la coalition, du consensus et de l'alternance... toutes les composantes du mouvement progressiste se trouvent désormais face à leurs responsabilités, dans une nouvelle conjoncture politique qui met fin à la période des paris menés en vase clos.

Cette période est arrivée à son terme et a révélé les dysfonctionnements de tout le processus. La classe dirigeante a clairement manifesté son intransigeance, y compris lorsque l'opposition parlementaire lui a accordé les concessions les plus importantes qu'il était possible de lui consentir.

Dès lors, toutes les forces vives et toutes les composantes du mouvement progressiste de notre pays doivent s'engager dans une action et une lutte démocratique unitaires, mobiliser et mettre en mouvement les forces populaires à grande échelle, afin de réaliser les réformes constitutionnelles et politiques susceptibles de jeter les bases de la démocratie.

Il ne reste donc à toutes les composantes de notre peuple — y compris les fractions de la bourgeoisie nationale, si elles écoutaient leur fibre patriotique et prenaient pleinement conscience de leurs intérêts véritables, en s'employant à les défendre et en s'éloignant des positions jusqu'au-boutistes et des négociations infructueuses — qu'à resserrer les rangs et à unifier leurs forces. Quant aux différentes catégories de notre peuple, elles n'ont d'autre choix que de faire bloc et d'unir leurs rangs, afin de sauver le pays et de lever les obstacles qui entravent la transformation démocratique.

2. La crise structurelle et le facteur commun des programmes des formations démocratiques.

La crise structurelle.

Notre propos ici n'est pas de passer en revue les chiffres qui témoignent de la gravité de la crise économique et sociale que traverse notre pays, mais seulement de mettre l'accent sur certains aspects de cette crise, notamment sous l'angle qualitatif et structurel. Au premier rang de ceux-ci, figure le phénomène de désagrégation de nos structures économiques nationales, conséquence de la dépendance et de la domination des rapports néocoloniaux.

Cela tient au fait que les relations verticales qui relient les principaux secteurs productifs au marché capitaliste mondial, européen en particulier, sont bien plus fortes et importantes que celle qui les relie horizontalement au sein du marché intérieur.

Il s'agit de ce que l'on appelle les « secteurs organisés », qui reposent sur des équipements et des modes de gestion modernes et qui orientent essentiellement leur activité vers l'exportation, notamment dans les domaines de l'agriculture, du textile, du cuir, des minerais... La plupart de l'activité de ces secteurs est liée à l'extérieur et sans lien avec le marché intérieur. Ils visent surtout à répondre à la

demande des marchés extérieurs. Toutefois, ils ne couvrent que 50 % des importations, ce qui rend le déficit commercial chronique. À cela s'ajoute l'aggravation de la dette extérieure — dépassant 27 milliards de dollars — qui hypothèque les ressources du pays et l'enchaîne dangereusement à l'endettement, (une situation semblable à ce qui s'est produit à la veille de la colonisation de notre pays).

L'élargissement du marché commun européen — notamment avec l'adhésion de l'Espagne et du Portugal, puis le traité de Maastricht sur l'Union européenne — a plongé ces secteurs tournés vers l'exportation dans une crise croissante. Cela démontre que la subordination à l'étranger et la mise des ressources du pays constituent un choix antipatriotique, qui profite à ses auteurs à court terme. C'est toutefois une impasse qui entrave le développement et la croissance, et qui finit inévitablement par engendrer des crises étouffantes à l'échelle nationale, sur les plans économique et social, et par conséquent politique.

Le choix de la dépendance — ainsi que l'obsession d'exporter et d'acquérir des devises fortes, au détriment d'un développement agricole et industriel répondant aux besoins du pays — est précisément ce qui a imposé à notre pays, pourtant riche en ressources agricoles, cet étrange paradoxe : il se voit aujourd'hui contraint d'importer du blé et des céréales par crainte pour sa sécurité alimentaire, tout en produisant des denrées destinées à l'exportation, sans aucune garantie de trouver des débouchés à l'étranger suffisants pour les écouler...

C'est encore ce choix de la dépendance qui a empêché notre pays, pendant des décennies et après s'être débarrassé du colonialisme direct, de progresser sérieusement vers la création et le développement d'une industrie moderne répondant à ses besoins. Et ce, par crainte que cette industrie nationale ne concurrence les produits des étrangers — *ainsi que ceux qui gravitent autour d'eux, qu'il s'agisse de profiteurs, d'intermédiaires ou de nouveaux protégés* — afin qu'ils continuent de tenir les rênes de notre présent et de notre avenir...

L'économie nationale repose encore essentiellement sur l'agriculture — au point que le taux de croissance annuel du PIB est organiquement lié aux résultats de la campagne agricole, eux-mêmes tributaires des conditions climatiques et de la pluviométrie, ce qui affecte directement et fondamentalement toutes les autres activités (industrielles et de services), en raison de la faiblesse, de la fragilité et de la désagrégation du système économique national —.

Aussi, il est vraiment étonnant qu'après quarante ans d'indépendance, nous trouvions encore l'artisan, l'homme d'affaires, l'industriel, le responsable de la production, et même l'avocat ou le médecin, subordonner les résultats et les fruits de leur travail (qui peuvent atteindre un niveau élevé en matière de technique, d'administration et de gestion modernes) aux conditions météorologiques !... Car aucune activité économique ne peut obtenir des résultats positifs que si les pluies tombent et que l'agriculture se porte bien, permettant ainsi aux cycles économique, commercial, des services et de la consommation, de fonctionner... Cela constitue en soi un indicateur éloquent de l'état de dépendance et de sous-développement auquel ont conduit la politique officielle et les choix dominants.

Si l'élan national et les acquis du mouvement national progressiste ont constitué, durant les premières années de l'indépendance, un frein relatif à ces choix, c'est celui de la dépendance et du capitalisme sauvage qui a révélé sa véritable nature et montré les crocs, une fois la situation politique consolidée à son profit. Cela s'est traduit par l'éviction du mouvement national des centres d'influence et de décision et un retour en arrière sur les acquis de la lutte populaire de libération nationale — avec la liquidation de ses conquêtes fondamentales —, et par l'accaparement au profit de la classe dirigeante de la totalité du pouvoir, tant sur le plan économique que politique.

C'est ainsi que nous nous sommes précipités dans les bras du mauvais augure, de l'« ajustement structurel ». L'occasion était trop belle pour liquider ce qui restait de l'héritage et des acquis de l'indépendance ouvrant ainsi la voie à ce qui a été appelé la « privatisation ». Il s'agissait de céder le secteur public et les acquis nationaux — bâtis à la sueur du front du peuple — au secteur privé et à une minorité privilégiée qui ont entrepris de se restructurer au sein de grands groupes capitalistes, à leur tête le groupe « ONA », qui contrôle les secteurs productifs les plus stratégiques.

Ce sont là les causes qui approfondissent les inégalités sociales évoquées par le Premier ministre dans son discours devant le Parlement et qui conduisent inévitablement à l'aggravation du chômage, un fléau qui se propage dans le tissu de notre société tel un cancer, touchant en particulier la jeunesse et lui barrant les perspectives d'avenir...

Des causes qui conduisent à l'existence de deux mondes juxtaposés et étroitement imbriqués, mais en même temps étrangers l'un à l'autre : d'un côté, le monde de la pauvreté absolue et de l'autre, celui de la richesse et du luxe absolus. Une situation qui illustre parfaitement la pyramide de répartition des richesses — large à la base et étroite au sommet —, et qui menace d'exploser à tout moment.

Et ce, alors même que notre pays dispose d'atouts considérables : potentiel économique, richesses naturelles, compétences et capital humain, esprit d'initiative, audace et fibre entrepreneuriale, sans oublier la passion du travail, la persévérance et l'endurance. Autant d'atouts, d'avantages et de qualités qui, bien que présents, demeurent prisonniers d'entraves politiques, juridiques et intellectuelles héritées, pour une large part, du Moyen Âge.

L'évolution et la structuration de la société civile

Malgré le poids de ce joug, l'hégémonie de la dépendance et la prédominance de choix antinationaux et impopulaires, les forces vives de notre pays n'ont cessé de résister et de réagir, sans jamais se résigner, que ce soit dans le domaine économique lui-même ou, plus généralement, dans les domaines social, populaire et politique.

Il n'est pas exagéré d'affirmer que les contours de notre société civile se sont dessinés et affirmés à travers cette résistance et qu'elle dispose aujourd'hui dotée de potentialités — tant exprimées que latentes — qui augurent toutes d'une évolution positive et prometteuse.

Notre peuple peut être fier d'être resté debout et ferme durant toutes ces décennies et de voir que ses enfants réussissent à briser les barrières dans différents domaines, de l'éducation et jusqu'aux sphères économique, juridique et politique. Il peut également être fier d'avoir offert des dizaines de martyrs pour la liberté, la dignité et la justice sociale, et de voir des milliers d'hommes et de femmes braver toutes les formes de répression et de privation afin que l'étendard de la lutte demeure levé et que la défaite et la capitulation soient vaincues...

Grâce à la lutte de toutes les composantes du mouvement national et progressiste en général, que cette lutte se soit manifestée par des phases de flux et de reflux ou par d'autres phases de déclin et de stagnation. Alors que le monde est marqué par un recul et une régression généralisés, notre pays dispose aujourd'hui d'une société civile qui trace sa voie avec détermination et s'affirme avec force, que ce soit dans les domaines économique, social, syndical, juridique, éducatif ou culturel... Le développement, au fil des décennies, de ces différentes manifestations positives, ainsi que la succession des évolutions et des événements politiques, avec leurs répercussions tant positives que négatives, confère à la situation actuelle de notre pays une charge historique et objective : celle de porter en gestation l'émancipation vis-à-vis de la dépendance... un enfant de l'ère de la libération, de la démocratie, du progrès et du développement grosse du germe de la libération de la dépendance... un enfant de l'ère de la libération, de la démocratie, du progrès et du développement.

Cependant, toutes ces évolutions positives se trouvent elles aussi entravées par le joug médiéval qui empêche leur croissance, leur développement et la réalisation de leurs objectifs... Si la crise économique et sociale que nous avons évoquée est liée à la crise politique dans un cercle vicieux où chacune alimente l'autre, alors la sortie de ce cycle demeure avant tout d'ordre politique. Quels que soient les efforts déployés ou les progrès accomplis dans les domaines économique, social, juridique et culturel, ces initiatives resteront des efforts limités, entravés et enserrés dans les chaînes du joug politique et médiéval, et ne pourront accéder à une véritable étape de libération et de progrès effectif. Cela tient au fait que le décollage économique, la croissance et l'accumulation, la solidarité sociale nationale, et même la liberté d'initiative et d'entreprendre... ne peuvent voir le jour en l'absence d'un État de droit. De même, l'exercice abusif du pouvoir le freine et l'entrave tout comme l'injustice et le despotisme, l'absence de séparation des pouvoirs, la mise de la justice au service du fort contre le faible, la dépendance économique et politique structurelle à l'égard de l'étranger, ainsi les manifestations de pratiques féodales dans la production..

En bref : la nature même d'une superstructure marquée par les vestiges d'époques féodales révolues...

En définitive, il n'existe aucun moyen de sortir du cercle vicieux : crise économique et sociale-crise politique. Ni d'autre possibilité de briser les entraves d'une transition bloquée et de donner naissance à la dynamique démocratique et émancipatrice que porte en germe notre situation, que par un changement politique et par la réalisation de conquêtes et de réformes politiques profondes ouvrant la voie à la libération, à la croissance et au progrès.

C'est là la mission de tous les patriotes et progressistes y compris les révolutionnaires — car quelle autre ambition ou fonction pour le militant révolutionnaire que de faire émerger la vérité dont les conditions objectives et subjectives sont grosses ?... En effet, le temps de la projection de conceptions théoriques subjectives sur une réalité vivante et en mouvement est révolu.

Telle est la tâche de tous les patriotes et progressistes, y compris les révolutionnaires : quelle autre ambition, quelle autre fonction pourrait avoir le militant révolutionnaire, sinon de faire naître la vérité que les conditions objectives et subjectives portent en elles ? ... Car le temps est révolu où l'on pouvait plaquer des conceptions théoriques subjectives sur une réalité vivante et en mouvement. Révolu galement l'époque où l'on rêvait de réaliser le socialisme de manière volontariste et bureaucratique, selon la conception d'un groupe de révolutionnaires ou de dirigeants.

La théorie révolutionnaire, quant à elle, a conservé toute son authenticité, son esprit, sa méthodologie et son fondement : le principe de l'analyse concrète de la réalité, la méthodologie de l'analyse dialectique, ainsi que l'enrichissement continu et réciproque de l'analyse et de la pratique.

Mais ceci est un sujet, qui sort de notre propos, ou plutôt qui s'en écarte. Disons simplement que tous les démocrates de notre pays sont appelés à contribuer de manière unitaire et effective à la réalisation des conquêtes et des transformations politiques démocratiques qu'appellent les conditions objectives.

Tel est, à cette étape, leur rôle historique : il peut conduire notre pays sur la voie du progrès et de la prospérité, ou, en cas d'échec, l'exposer à une période de ténèbres qui serait plus terrible encore que celle que nous vivons, voire le plonger dans l'inconnu et dans une aventure incertaine. D'où le caractère historique de la mission qui incombe à tous les militants démocrates à cette étape précise.

Trois objectifs démocratiques.

Précédemment, nous avons brièvement exposé, les conséquences du choix de la dépendance et la grave crise économique et sociale qui en découle, ainsi que les inégalités sociales dont la classe dirigeante elle-même reconnaît désormais la gravité. Nous avons également montré comment la crise économique nourrit la crise politique, et inversement. Nous avons affirmé que briser ce cercle vicieux ne pourra se faire que par un changement politique démocratique, à travers la résistance et la lutte, ainsi que la conjugaison de tous les efforts de la société civile dans différents domaines : économique, social, syndical, juridique, éducatif et culturel. Il s'agit également de mobiliser les forces populaires et toutes les catégories qui ont un intérêt matériel ou moral — ou les deux à la fois — au changement.

Mobiliser les forces populaires, surmonter les effets des déceptions liées aux expériences passées, — encore présentes dans la mémoire collective et exerçant une influence négative —, et gagner la confiance de la société civile en faveur du projet progressiste de libération exigent avant tout d'unifier, de manière sérieuse et responsable, toutes les composantes du mouvement progressiste autour de revendications et d'objectifs auxquels tous souscrivent et qu'ils s'engagent à respecter solennellement, par un engagement d'honneur, devant notre peuple.

Nous ne cherchons nullement ici à surenchérir ni à imposer au mouvement progressiste de notre pays ce qu'il ne peut supporter. Bien au contraire, nous partons de la situation concrète et de la réalité de notre mouvement pour dégager le dénominateur commun et la base objective sur lesquels peuvent se construire son alliance et son action politique démocratique et unitaire.

Et, pour rester objectifs, nous partirons, pour déterminer ce dénominateur commun, d'une lecture des positions des différentes composantes du mouvement progressiste, telles qu'elles sont officiellement exprimées par celles-ci et consignées dans leurs programmes et leurs prises de position publiques.

À la lumière de cette lecture attentive et objective, nous pensons, sans exagérer, que les différentes composantes du mouvement progressiste, malgré leur diversité, leurs divergences doctrinales et leurs trajectoires historiques différentes, se rejoignent toutes et parviennent à un consensus autour de trois objectifs politiques urgents, revendiqués et réclamés par tous :

- **La révision globale de la Constitution**, en vue d'étaler les fondements de l'État de droit et de la démocratie, d'affirmer la souveraineté du peuple et la séparation des pouvoirs, de garantir le respect des droits de l'homme, en théorie comme en pratique, et de consacrer pleinement les droits de citoyenneté. Il s'agit également de garantir des institutions représentatives librement et honnêtement élues — sans ingérence de l'Intérieur —, et d'établir le principe selon lequel le Premier ministre et le gouvernement sont désignés par la majorité parlementaire issue des urnes, ainsi que du principe de la responsabilité du gouvernement devant le Parlement, et non l'inverse. En bref, il s'agit de poser les fondements idéologiques, politiques et juridiques, fût-ce dans leur formulation minimale.
- **L'annulation des résultats des élections de 1993** et la réélection de véritables institutions représentatives, sans fraude ni intervention de l'Intérieur, sous la supervision d'une instance nationale indépendante jouissant de la crédibilité nécessaire et garantissant l'intégrité des élections.
- **Le parachèvement de l'acquis de l'amnistie générale** en faisant toute la lumière sur le sort des disparitions forcées, en poursuivant et en sanctionnant les responsables de ces enlèvements, en indemnisant les familles tout en préservant leur dignité et leur liberté. Il s'agit également de libérer les détenus politiques qui se trouvent encore en prison et de garantir à tous les exilés le droit au retour et la liberté de circulation, sans aucune exception.

Nous ne prétendons pas présenter ici un programme complet pour la constitution d'un front national démocratique, dont nous avons déjà exposé notre point de vue concernant les principes, les règles et les critères qui devraient présider à sa création. Mais à nos yeux, ces trois points constituent des objectifs politiques essentiels autour desquels il est possible et nécessaire de construire dès maintenant — et non demain — une alliance et une unité de lutte, de rassembler autour d'eux toutes les forces politiques, syndicales, sociales, de défense des droits et culturelles, ainsi que de procéder à une clarification objective de ces questions au sein du mouvement progressiste dans son ensemble.

Sans l'établissement des fondements reconnus de la démocratie, sans sortir de l'ère des sujets pour entrer dans celle de citoyens adultes et responsables, la crise politique continuera de se développer et de s'aggraver. Et il ne servira à rien, dans ces conditions, de remplacer ou de faire alterner les ministres, ni de changer et de recomposer les gouvernements et les majorités parlementaires. Dans le cadre du même système, que l'Histoire a déjà dépassé.

Il en va de même des replâtrages économiques et sociaux, qui ne sauraient cicatriser la plaie profonde ni même en atténuer les conséquences sur la société toute entière. Il n'existe ni véritable développement ni stabilité sociale sans souveraineté du peuple, tant que les appareils de l'État demeureront mobilisés au service d'une minorité aux dépens de la majorité, tant que la plupart des positions de pouvoir économique, administratif et politique resteront accaparées par le clientélisme et des moyens douteux, et tant que des dizaines de milliers de jeunes diplômés de l'enseignement supérieur seront privés de la possibilité de contribuer au développement de leur pays, avec tout ce que cela entraîne de frustration personnelle et de conséquences désastreuses sur le milieu familial et sur le tissu social, en accentuant davantage les fractures et les déchirements.

Dans de telles conditions, et tant que la transformation démocratique historiquement nécessaire restera entravée et ligotée, la crise politique continuera d'alimenter la crise sociale et de préparer le terrain et le climat propices à l'émergence de maux sociaux, de phénomènes de rejet et de courants obscurantistes extrémistes, sous toutes leurs formes. Le choix se dessine alors avec une clarté entre deux alternatives, et pas une troisième :

- **Soit** maintenir la politique officielle imposée depuis l'indépendance et le jeu de la démocratie falsifiée qui l'accompagne, et, par conséquent, approfondir la crise économique, sociale et politique et la pousser vers des conséquences fâcheuses dont nul ne peut prévoir l'issue.

- **Soit** réaliser le changement démocratique souhaité et briser le cercle vicieux par des réformes politiques profondes permettant au pays de s'engager sur la voie de la croissance et du progrès.

La vérité est que le facteur temps ne joue pas en faveur de la démocratie, pas plus qu'il ne joue en faveur de la limitation de la misère et de la souffrance. Plus les choix et la politique actuels se prolongeront, plus les problèmes économiques et sociaux évolueront vers des points de non-retour, et plus le prix de la transformation démocratique deviendra élevé, lourd et dangereux.

D'où, une fois encore, l'importance historique d'unifier le combat de toutes les forces vives de notre pays dans le cadre d'une lutte démocratique de grande ampleur.

La dialectique de l'unité et de la divergence.

Le Parti de l'Avant-Garde appelle à l'établissement d'un front de lutte pour la démocratie et reste attaché à ce mot d'ordre, poursuivant avec persévérance le combat pour sa réalisation. Conscient des différences et des divergences qui le distinguent des autres forces politiques et indépendamment de son propre programme et de ses orientations idéologiques.

Mais une analyse objective de la situation politique actuelle, notamment après l'aboutissement du processus de consensus et de compromis, nous montre qu'il existe une possibilité réelle et urgente de rassembler toutes les forces vives de notre pays autour des trois objectifs politiques mentionnés plus haut, afin de contribuer à l'instauration d'un large Front national démocratique et d'en préparer la mise en place. Elle regroupera toutes les composantes et forces démocratiques, qu'elles soient partisans ou non, dans le cadre d'un programme de front cohérent.

Cela, tout en sachant et en étant pleinement conscients que l'un des principaux obstacles à la constitution d'un front large de cette nature réside encore dans l'influence de la politique du pouvoir au sein de certains partis et dans la capacité de cette politique à attirer certaines de leurs élites politiques. Il en résulte que leur ligne officielle hésite et oscille tantôt entre des positions « conciliatrices » avec le pouvoir, et tantôt des positions nationales et démocratiques, en fonction du rapport des forces et de la solidité ou de la faiblesse du mouvement populaire.

Malgré l'existence d'un dénominateur commun politique clairement affirmé dans les programmes des différentes composantes du mouvement démocratique et qui se concrétise à tout le moins dans les trois objectifs précités, ces composantes divergent nécessairement quant aux moyens et la tactique adéquate pour réaliser ces objectifs. Les divergences entre nous sont certes manifestes, mais ces objectifs, en eux-mêmes, s'imposent.

Du point de vue méthodologique, dans le travail de front visant à l'unité et au rassemblement autour de ces objectifs, ainsi que dans le combat démocratique unitaire mené pour les réaliser, il est juste et positif de laisser, en définitive, notre peuple trancher. Car c'est lui qui est en mesure de juger chaque force et chaque composante, de mesurer le degré de fidélité aux slogans qu'elles proclament et aux objectifs auxquels elles s'engagent devant les masses, ainsi que la concordance entre leurs paroles et leurs actes, et le niveau de leur engagement et de leur combat. ...

L'enjeu du travail de front unitaire reste, en définitive, entre les mains des militants et des responsables sincères au sein de tous les partis et de toutes les composantes. C'est à eux que nous nous adressons dans un langage de vérité et de probité, et ce sont eux qui finiront nécessairement par se retrouver dans le même camp du combat démocratique unitaire, à l'épreuve de la réalité et de la pratique vécue.

Pour sa part, le Parti de l'Avant-Garde a rejeté, dès le début, le processus de falsification par l'administration de la volonté populaire. Il a considéré que cautionner cette falsification en l'absence des conditions constitutionnelles et politiques minimales revenait à lui apporter une caution morale et politique, à s'y compromettre et à y participer, et à s'écarter des principes élémentaires auxquels tout démocrate doit se conformer. De même, le Parti de l'Avant-Garde considère, selon sa propre conception — qu'il partage avec d'autres forces et composantes — que l'élaboration d'une

Constitution démocratique pour le pays ne peut se faire que par l'intermédiaire d'une Assemblée constituante élue librement et honnêtement.

Tandis que certaines autres composantes ont considéré qu'elles pouvaient réaliser la réforme démocratique en participant aux élections, voire au gouvernement. Il s'agit là d'une divergence évidente, qui ne peut être tranchée qu'en se référant aux résultats de la pratique concrète, laquelle permet à elle seule de juger de la justesse de telle ou telle position, et de sa conformité avec les intérêts et les aspirations des masses.

Et voilà que l'expérience concrète a rendu son verdict et révélé toute la gravité et toute l'inanité du consensus et du compromis, ainsi que l'acharnement de la classe dirigeante à imposer sa politique et sa détermination à soumettre les élites à sa politique.

Toutes les composantes du mouvement démocratique se retrouvent confrontées, sans exception, à la réalité et à l'obstination des faits. Il est désormais impossible d'échapper à la question fondamentale : les changements et les réformes constitutionnels et politiques essentiels, faute desquels nous ne faisons que tourner dans un cercle vicieux...

Nous ne pouvons que nous réjouir du consensus de toutes les composantes du mouvement démocratique — à en juger par leurs prises de position officielles et publiques — sur la nécessité d'un changement constitutionnel et politique, après l'échec des expériences de « conciliation » et de « concertation » dans le cadre d'une démocratie factice.

C'est un acquis qui nous appartient à tous et autour duquel nous appelons toutes les forces à se rassembler davantage, en paroles comme en actes à travers des échanges francs entre les différentes composantes, permettant de clarifier et de circonscrire les points de désaccord, tout en mettant en évidence et en consolidant les points de convergence : des accords pratiques et concrets, des initiatives communes de lutte et une large mobilisation populaire au service de cette orientation, afin de la consolider et de la protéger de tout retour en arrière. Ceci doit aller de pair avec le respect des engagements pris devant le peuple, la capacité à tirer les enseignements de l'expérience et à concentrer tous les efforts contre les adversaires du peuple et de la démocratie, plutôt que de gaspiller nos énergies dans des combats marginaux. Les slogans ne suffisent pas : ils doivent aller de pair avec l'action et la pratique qui leur correspondent.

Nos populations ne comprendront ni ne pardonneront, une nouvelle fois, à quiconque reniera son engagement après les avoir mobilisées dans la lutte et le sacrifice pour cette cause.

La responsabilité historique

Telle est, à notre sens, dans les circonstances actuelles, l'essentiel d'une vision réaliste et objective, relative à la question de la lutte démocratique unitaire. Nous estimons également que le rassemblement autour des trois objectifs politiques — qui restent bien entendu, susceptibles d'être enrichis et discutés à la lumière des dialogues bilatéraux et collectifs, y compris lorsque des considérations particulières entrent en ligne de compte, est dans l'intérêt de tous et constitue une force, une protection et une garantie.

Si toutes les composantes du mouvement démocratique prennent conscience de cette réalité et s'emploient à servir l'intérêt de la nation et du peuple en le plaçant au-dessus de toute autre considération, elles devront suivre la voie des patriotes engagés. Car la situation du pays et la crise étouffante qu'il traverse exigent la constitution d'un vaste mouvement national, démocratique, unitaire et populaire, mobilisant toutes les composantes de notre peuple autour d'un programme de front pour la lutte en faveur de la démocratie. Ceci, sous la forme d'une Charte qui définisse de manière rigoureuse et réaliste les objectifs démocratiques communs et historiquement nécessaires et trace une ligne de démarcation avec les nouveaux colonialistes, les adversaires du peuple et de la démocratie. Une Charte à laquelle tous doivent s'engager devant le peuple en prenant l'engagement de ne jamais s'en désolidariser ni de s'en détourner.

Il est utile de réaffirmer le fondement concret des objectifs démocratiques autour desquels il faut se rassembler, en tirant les enseignements de l'expérience du mouvement national lui-même. Quant aux contraintes politiques et psychologiques, elles pourraient faire avorter le processus et provoquer un recul si ce fondement venait à faire défaut.

En vérité les facteurs susceptibles de faire avorter ce processus sont bel et bien présents dans la conjoncture actuelle, malgré la convergence de tous les facteurs objectifs en faveur du changement démocratique historique.

Nous ne sommes pas à l'abri d'un nouvel « Aix-les-Bains », qui viendrait faire avorter la démocratie dont notre situation porte en elle la gestation et retarder une nouvelle fois le processus de libération et d'émancipation. Plusieurs facteurs internes et externes concourent à ce sabotage ; on mobilise les populations en recourant à des méthodes de diversion politique et de mises en scène burlesques. On substitue aux programmes objectifs et pertinents, des fables et des mythes, à l'instar de ceux qui furent fabriqués et diffusés durant la lutte nationale anticoloniale — occultant le véritable programme de libération et le remplacer par des demi-solutions stériles —, pour détourner l'attention des masses de leurs intérêts réels, nourrir leurs émotions et leur dissimuler la vérité, à savoir le « retour du colonialisme par la fenêtre après être sorti par la porte ».

La situation n'est donc pas exempte de dangers et reste ouverte aux dérapages et aux impasses... De même, l'histoire ne pardonnera pas une seconde fois à tous ceux qui exposeraient le combat de notre peuple patient à une nouvelle défaite et à un nouveau recul.

Cependant, cette situation offre en même temps d'immenses possibilités pour un véritable travail démocratique unitaire et pour la réalisation d'importants acquis démocratiques susceptibles d'ouvrir une nouvelle ère dans notre pays...

D'où la responsabilité historique qui incombe à tous les démocrates sincères.